

(Chronique parue dans « Autour de l'Île » - septembre 2015)

## **Félix n'aurait pas été surpris !**

Si notre grand Félix Leclerc était encore parmi nous, il nous rappellerait ce passage de sa chanson « Attends-moi Ti-gars » pour commenter la réaction des élus de l'Île d'Orléans aux résultats du sondage du mouvement « Une île, une vision » :

*La veille des élections*

*Il t'appelait son fiston.*

*Le lend'main, comme de raison*

*Y avait oublié ton nom.*

Une fois élus, nos maires et conseillers sont durs d'oreille ! Même devant les résultats d'une consultation populaire payée par leurs électeurs et menée par des professionnels, ils ont dit : *Le sondage est biaisé, truqué... Vous ne nous avez pas consultés... On n'a pas été élus pour discuter de fusion... Nous sommes trop occupés... On n'a pas de temps pour une étude de faisabilité...*

Pas un mot à propos d'écouter les citoyens en dehors de la période des élections. Pourtant, 743 personnes ont répondu au sondage sur une population d'électeurs de 5925, c'est beaucoup. Sur ce nombre, 511 ont divulgué leur nom et adresse à l'Île pour avoir une chance de gagner le prix de participation. Ce n'est pas rien. Des sondages à l'échelle provinciale se font avec 1000 répondants.

Pour rappel, le sondage ne proposait pas de fusionner les municipalités de l'Île. Il avait pour objectif de mesurer l'intérêt des citoyens à UNE ÉTUDE SUR LA QUESTION, une étude objective et indépendante par le ministère des Affaires municipales en collaboration avec les élus et les fonctionnaires municipaux de l'Île. Pourquoi avoir peur d'une étude que les élus et leurs fonctionnaires vont en bonne partie contrôler ? Ce n'est pas « Une île, une vision » qui piloterait l'étude de faisabilité.

Une démarche d'étude de faisabilité ne comporterait assurément les questions de dettes, de taxes, de représentation et d'organisation municipales ; elle inclurait certainement aussi la consultation des organismes du milieu, les agriculteurs, les groupes de bénévoles, les responsables de loisirs, la Chambre de commerce, les agents de développement économique, etc. Bref, il s'agirait de définir ensemble des projets d'avenir pour l'Île et voir si cette vision serait mieux servie par une réorganisation municipale ou par le statu quo.

Prenons la peine d'anticiper de quoi sera fait l'avenir de l'île, ses besoins, ses possibilités, ses obligations, ses défis ; on parlera de fusion plus tard, s'il y lieu. On saura alors pourquoi et comment il conviendrait de le faire. Une invitation à nos élus à reconsidérer leur position initiale !

**Mouvement citoyen « Une île, une vision »**